

Numérique, indépendant, participatif : bien plus qu'un média

ESSONNE INFO

SÛRETÉ

Quelle police face au tout-sécuritaire ?

Par Maxime Berthelot | mardi 29 novembre 2016 à 11:34 (Mise à jour mardi 29 novembre 2016 à 15:53)



Dans un contexte sécuritaire tendu, des alternatives à la militarisation des forces de l'ordre sont-elles encore possibles ?
(JL/EI).

Mercredi 23 novembre, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve présentait à Evry le calendrier chiffré du Plan de sécurité publique visant à améliorer les conditions de travail des forces de l'ordre et à renforcer leurs moyens d'action. Sans

nier la réalité, mais à contre-courant du tout-sécuritaire actuel, l'Institut de recherche de la Fédération syndicale unitaire (FSU) a exploré un modèle alternatif de sécurité publique.

Il était attendu au tournant, tant la grogne des policiers n'a cessé de s'accroître ces derniers mois. Mercredi 23 novembre, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve est venu en personne clôturer le cycle de concertation établi entre les services de l'état et les représentants syndicaux des policiers. L'occasion pour le premier flic de France d'annoncer une série de mesures.

Au programme, un Plan de sécurité publique de 250 millions d'euros qui permettra en Essonne le recrutement de 123 adjoints de sécurité, l'entrée en service de 43 policiers dès le 18 décembre et de 30 autres en mars 2017.

En terme de moyens matériels, les patrouilles seront désormais composées de trois policiers minimum. Les forces de l'ordre du département recevront 127 nouveaux boucliers balistiques souples, des gilets pare-balles ainsi que 26 nouveaux véhicules et une cagoule individuelle anti-feu d'ici mars 2017. Les 127 véhicules de police seront également équipés de gilets porte-plaques balistiques.

La fin des tâches indues

L'autre annonce attendue concernait l'avenir des tâches indues qui mobilisent les policiers pour la surveillance des lieux de culte, des bâtiments publics ou encore des domiciles des personnalités. En Essonne, certaines d'entre elles sont d'ores-et-déjà supprimées : « *La garde statique de la préfecture est remplacée par une protection privée, celle du domicile du Premier ministre par une garde dynamique*, explique Josiane Chevalier, préfète de l'Essonne. *Pour le tribunal d'Evry, les discussions sont en cours pour permettre de trouver une solution* ».

Les réservistes devraient également se voir confier certaines tâches indues pour que les policiers puissent uniquement se concentrer sur leur cœur de métier : « *Je vais mettre en place un comité de suivi qui se réunira sans doute tous les*

trimestres pour faire un point sur le respect du calendrier », précise la préfète de l'Essonne.

Dans un contexte d'Etat d'urgence et plus d'un mois et demi après l'attaque incendiaire de deux patrouilles de police à Viry-Châtillon, ces annonces paraissaient inévitables tant la pression des syndicats était importante. Cependant, loin de masquer les causes profondes des différents drames de ces derniers mois, la réaction des politiques pose une autre question : la sécurisation de la société et l'avenir de la police passent-ils obligatoirement par un renforcement des moyens de cette dernière ?

Penser un modèle alternatif de sécurité publique

Si la lutte contre le terrorisme suppose inévitablement un recours massif au renseignement et à une police toujours plus armée, il n'est pas interdit de réfléchir à un modèle alternatif de sécurité publique. C'est ce à quoi s'est attaché l'Institut de recherche de la FSU à travers un ouvrage intitulé *Sécuriser la liberté*. Police, citoyens, démocratie, paru en mars 2016. Le livre a été présenté le 23 novembre dernier à Evry. Ecrit par Thierry Novarese, professeur de philosophie, intervenant à l'Ecole nationale supérieure de la police et expert auprès du Centre des hautes études du ministère de l'Intérieur, l'ouvrage tente de « *réfléchir sur les doctrines policières, définir une chaîne pénale cohérente, s'interroger sur le rôle de la prison* » et « *travailler sur le renseignement* ».





Bernard Cazeneuve était en visite en Essonne le 23 novembre dernier (MB/EI).

Ainsi, l'auteur dénonce « *une chaîne pénale freinée par le manque de moyens, tant pour les forces de sécurité que pour la justice* », regrette « *une vraie perversion du système d'enregistrement des faits délictueux qui répond à sa façon à la pression du chiffre exercée sur les personnels* », et estime que « *le mille-feuille administratif atteint la politique de la ville comme celle de la sécurité* ». Lors de son passage à Evry, le ministre de l'Intérieur avait d'ailleurs lui-même constaté « *des informations qui ne passaient pas toujours de manière claire* ».

Mais Thierry Novarese ne se contente pas d'enfoncer des portes ouvertes. Selon lui, il faut remettre la police au cœur de la société, mieux l'intégrer et l'associer à la population. Le principe ? Une « *sécurité partagée* ».

La police new-yorkaise en exemple

« *D'ordinaire, on pense une police réactive (...) Mais si l'on parvient à s'écarter de ce modèle, on peut imaginer un tout autre usage : une police préventive et dissuasive* », explique celui qui est également juge assesseur pour enfant et ancien assesseur pénitentiaire. Cette dernière serait plus présente sur le terrain, au contact de la population qu'elle associerait à son travail quotidien dans le but d'obtenir plus d'information et d'installer un climat de confiance avec les citoyens. Tout reposerait sur une visibilité accrue des forces de l'ordre.

L'auteur prend comme exemple la police de New York (NYPD) qui a déjà mis en place ce procédé depuis plusieurs années : « *Il s'agit d'investir suffisamment le territoire de la ville pour éviter toute conduite d'incivilité*, écrit-il. *La visibilité des forces de l'ordre devient un atout dans cette lutte en privilégiant les patrouilles pédestres, à rollers, à vélo, à cheval (...)* De même que l'accessibilité des

policiers en patrouilles pédestres favorisent la transmission d'informations ». Le but ? Capter « les rumeurs » et « les humeurs » de la ville pour pouvoir anticiper tout acte d'incivilité et de délinquance. En somme, le retour à une vraie police de proximité.

Si les modèles policiers américain et français ne peuvent évidemment pas être comparés stricto sensu, il reste intéressant d'observer les résultats obtenus par la NYPD entre 1990 et 2013. Appuyés par le *Comptsat**, un outil statistique permettant de disposer d'une cartographie précise de la délinquance, d'un classement des commissariats dans leur lutte contre la criminalité, mais aussi de consulter en temps réel sur internet les chiffres de la délinquance, la territorialisation de l'action des forces de l'ordre new-yorkaise a permis une baisse de 78,88 % de la criminalité (crimes et délit confondus), de 82,2 % des meurtres et de 55,9 % des viols.

La politique de la ville, variable incontournable

Le concept de « *sécurité partagée* » semble donc avoir fait ses preuves outre-Atlantique. Mais qu'en est-il en France ? Dans les jours qui ont suivi l'attaque aux cocktails Molotov de deux voitures de police près de la Grande Borne à Grigny le 8 octobre dernier, plusieurs syndicats et certains élus ont réclamé le désenclavement des quartiers difficiles et le retour à une police de proximité : « *Le dépouillement de "la police du quotidien" opéré ces dernières décennies était une erreur, notamment les suppressions progressives, dès 2003, des commissariats de quartier, estimait par exemple Denis Jacob, secrétaire général du syndicat Alternative Police. On se retrouve avec des petites unités désordonnées. On doit réinvestir certains quartiers, y faire du renseignement, rouvrir des commissariats, recréer du lien avec la population. C'est comme cela qu'on travaillait il y a 30 ans* ».

Sécuriser la liberté : ne pas oublier que la sécurité est un des droits de l'homme les plus fondamentaux, qui rend les autres possibles, et penser la police comme une force qui rend réelle cette liberté. Ce livre ouvre une porte sur le travail de la police. Les modalités de mise en œuvre de ce travail doivent être pensées collectivement, pour construire

citoyens, démocratie

Thierry Novarese

Sécuriser la liberté
Police, citoyens, démocratie

une véritable sécurité partagée. Il faut sortir aussi bien des caricatures que des fausses oppositions, pour se demander ce que doit et peut être une police dans une démocratie soucieuse des droits de chacun, soucieuse de justice sociale et de progrès humain.

L'Institut de recherches de la FSU est engagé par ses chantiers et sa revue dans un travail de réflexion sur les champs de l'activité humaine. Le chantier « Politiques de Sécurité Publiques » interroge depuis 2012 l'action du Nouveau management public dans le champ de la sécurité.

Thierry Novarese est professeur de philosophie, membre de l'Institut de recherches de la FSU, où il anime un chantier de recherches sur la sécurité. Intervenant depuis de nombreuses années à l'ENSP (École nationale supérieure de la police) et expert auprès du CHEMA (Centre des hautes études du ministère de l'Intérieur), membre d'un laboratoire du CNRS à l'Université de Troyes. Il est, par ailleurs, juge assesseur auprès d'un tribunal pour enfants et a exercé les fonctions d'assesseur pénitentiaire en maison d'arrêt.

Thierry Novarese - Sécuriser la liberté. Police,

Postface de Gérard Aschieri et Bernadette Groison

(DR).

Pointées du doigt, les politiques de la ville n'associeraient pas toujours véritablement les quartiers dits « sensibles » à leurs actions : « *La seule conclusion possible est qu'il faut mêler tous les acteurs et prioritairement les habitants, à la politique sécuritaire de leur ville* », analyse Thierry Novarese.

Citée dans l'ouvrage, Sonia Dahou (PS), ancienne maire des Ulys, s'interroge sur la meilleure façon d'associer les habitants sur les questions de sécurité, notamment en terme d'habitat : « *La question de la sécurisation des espaces publics doit également être discutée avec les habitants, afin d'adapter les réponses techniques à certaines situations, et ceci, quartier par quartier*, observe-t-elle. *Comment renforcer le partenariat avec les bailleurs ? La question de la sécurité est un élément incontournable lors des projets de construction de nouveaux logements* ».

La ville a par exemple mis en place un Conseil local de la sécurité et de la prévention de la délinquance qui réunit l'Éducation nationale, le parquet, la police nationale, le Conseil départemental, mais aussi la Protection judiciaire de la jeunesse.

Vers une police désarmée ?

Une présence accrue mais stratégique des policiers sur le terrain, en association avec les différents acteurs locaux compétents en matière de sécurité publique serait donc une façon de limiter les incivilités et la délinquance. L'Institut de

recherche de la FSU va même plus loin : il serait possible d'avoir une police « désarmée ». Dans cette perspective qui peut paraître utopiste, la question posée est celle du respect et de la représentation que les sociétés ont de leur police : « *Peut-on fonder le respect seulement sur la crainte ?* », s'interroge Thierry Novarese.

Face à la militarisation des forces de l'ordre observée aujourd'hui, une autre voie serait envisageable, celle de « *la tolérance partagée* ». Il faut « *établir la confiance en portant collectivement la charge de sécurité* », théorise l'expert du ministère de l'Intérieur. *Pour modifier l'état actuel de défiance et le sentiment d'insécurité, il faut changer le rapport de la population à sa police* ». L'idée serait de recréer un lien affectif envers la police. Le désarmement serait alors un gage de confiance et de respect de la part de la population, à l'image des *Bobbies* britanniques qui laissent parfois leurs armes dans leurs véhicules sans pour autant être plus exposés au danger.

Pour que le désarmement des policiers français soit possible, il faudrait également que la chaîne pénale soit en mesure de suivre le mouvement : « *Ce choc sera dépassable si la société prend conscience du problème et si la justice a les moyens humains et financiers de former une chaîne pénale cohérente avec une société basée sur la flexibilité, la complexité et la vitesse* », admet Patrick Laclémence, professeur à l'Université de technologie de Troyes, interviewé par Thierry Novarese. *Il faut quitter un système de suspicion généralisée, entrer dans ce qui s'apparenterait à un état de confiance* ». Il y aurait donc une confiance à retrouver, qui permettrait de percevoir le policier comme un allié et non comme un ennemi.





« Il faut quitter un système de suspicion généralisée, entrer dans ce qui s'apparenterait à un état de confiance » (JL/EI).

Les pistes envisagées ? Proposer un formulaire de satisfaction au public après chaque intervention ou service rendu, mais aussi améliorer les conditions d'accueil des personnes dans les commissariats ou les casernes dont un certain nombre sont insalubres. Pour l'Essonne, Bernard Cazeneuve a annoncé le déblocage de 176 000 euros dédiés à la rénovation, une somme qui sera portée à 350 000 euros d'ici à la fin de l'année. A Savigny-sur-Orge, Juvisy-sur-Orge et Athis-Mons, les travaux sont déjà en cours. Trois projets de nouveaux bâtiments sont également à l'étude pour les communes de Grigny, Etampes et Corbeil-Essonnes.

A travers *Sécuriser la liberté. Police, citoyens, démocratie*, le pôle de la sécurité de l'Institut de recherches de la FSU a donc tenté d'élargir le débat sur la sécurité en France, sans pour autant perdre de vue le contexte actuel qui suppose le renforcement de la sécurité pour lutter efficacement contre le terrorisme.

Face à certaines de leurs propositions qui pourraient aujourd'hui paraître inconscientes, ses membres préfèrent rassurer les lecteurs : « *Les faits terroristes récents semblent remettre en question l'hypothèse même d'un désarmement possible de certaines forces de l'ordre. Nous maintenons cette proposition non pas comme un élément aujourd'hui réalisable, mais comme un espace intellectuel d'interrogation sur la protection des policiers* ». Avant de conclure : « *Si la lecture de ce livre permet d'ouvrir des débats, il aura atteint l'un des objectifs de l'Institut : non pas produire du prêt-à-penser mais fournir des éléments d'information et de réflexion* ». Chacun se fera son idée.

**Expérimenté en 2015 par la préfecture de police de Paris*

Sécuriser la liberté. Police, citoyens, démocratie (Thierry Novarese, Edition de l'Institut de recherches de la FSU, mars 2016. 7,5 euros)

Maxime Berthelot

Journaliste pour Essonne Info. Passé par Ouest-France et la République de Seine-et-Marne. Mail : maximeberthelot91@gmail.com. Twitter : [@mxb91](https://twitter.com/mxb91)